



## L'Éducation dans l'action en janvier :

**Le 13, les personnels de l'Éducation Nationale étaient massivement en grève pour obtenir tous les moyens indispensables pour fonctionner .**

**Le 27 janvier ils seront présents avec les salarié-es du public et du privé pour une augmentation des salaires, des pensions et des créations de postes dans la Fonction Publique**

La crise sanitaire agit comme un révélateur et un accélérateur des difficultés de l'Éducation. Le mépris de l'école et de ses personnels se traduit par une gestion chaotique de l'épidémie, faite de changements incessants, de protocoles intenables et d'absence de moyens donnés pour assurer le fonctionnement de l'Éducation Nationale.

Nous étions en grève **le 13 janvier**, à l'appel de la quasi-totalité des organisations syndicales, les organisations lycéennes, les fédérations de parents d'élèves et les parents d'élèves, pour faire entendre la colère face à tant de mépris de l'Éducation Nationale et obtenir les conditions de sécurité et de considération pour exercer nos métiers. Nous exigeons les moyens humains nécessaires notamment par **la création** de postes AED, AESH, ATOSS et Professeur-es notamment par le recrutement des listes complémentaires.

La situation est aussi le résultat des politiques successives des différents gouvernements qui ont profondément fragilisé le service public d'Éducation, en commençant par refuser de revaloriser le salaire des agent-es autrement que par des mesures partielles, parcellaires et insuffisantes. Le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010 et la perte du pouvoir d'achat qui en découle depuis 2000 sont inacceptables. Ils témoignent d'une forme de mépris pour les agents qui tiennent à bout de bras le service public d'Éducation, palliant ainsi l'incurie du gouvernement. La reprise forte de l'inflation aggrave les pertes de pouvoir d'achat. Le Grenelle du ministre est inacceptable, d'autant plus qu'il vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignant-es.

Les personnels de l'Éducation Nationale doivent donc prendre toute leur place dans la mobilisation interprofessionnelle du 27 janvier à l'appel de la **CGT, FO, FSU et Solidaires**, pour revendiquer une véritable **augmentation des salaires et des pensions, le dégel du point d'indice, et de meilleures conditions de travail.**

Nous appelons les personnels les plus précaires de l'Éducation Nationale, AESH et AED à rejoindre la mobilisation, à faire entendre leur voix et ne plus rester invisibles face au mépris des hautes instances. Nous demandons la création d'un statut avec un salaire décent, le recrutement des personnels en nombre, et l'abandon pur et simple des PIALS qui ne font que précariser davantage les AESH avec leur politique de mutualisation à outrance.

Au-delà des questions salariales et des moyens, les réformes structurelles engagées et la politique menée à tous les niveaux de destruction contre l'école de la République et les services publics en général, amènent à une véritable perte du sens de nos métiers et donc à une réelle souffrance professionnelle.

**L'école publique républicaine ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles :** nos organisations appellent les personnels à se réunir dans les écoles, les établissements, les services pour discuter des suites qu'ils entendent donner au 13 janvier dans la perspective de la grève interprofessionnelle du 27 janvier pour obtenir satisfaction sur les revendications. Nous soutiendrons toutes les initiatives allant dans ce sens décidées par les personnels.